



## **Accessibilité en danger : mobilisation générale ! Les personnes à mobilité réduite ne veulent plus rester en marge de cette société ...**

Aujourd'hui les personnes en situation de handicap et les personnes à mobilité réduite (PMR) manifestent. Ce n'est pas si courant ... Alors **pourquoi sommes-nous là ?**

Depuis toujours nous réclamons de pouvoir vivre dignement. Comme tous les autres citoyens, nous demandons à pouvoir nous déplacer, faire nos courses, étudier, travailler, avoir accès aux services publics, aux loisirs. **Très souvent, trop souvent, ce qui nous en empêche, ce n'est pas notre situation de handicap ou nos problèmes de mobilité, mais l'inaccessibilité des lieux dans lesquels nous devons ou souhaitons nous rendre et l'inaccessibilité des transports.** Nous sommes « handicapés » d'abord et avant tout en raison de la **non adaptation de notre société à nos différences.** Et nous ne sommes pas seuls puisque les enfants en bas âge, les femmes enceintes, les parents avec poussette, les personnes âgées, celles de petite taille, les cyclistes, les piétons, ... font face aux mêmes obstacles !

Dans notre pays, depuis 40 ans, 2 lois ont été adoptées en 1975 puis 2005 par nos gouvernants pour faire tomber ces obstacles. La loi de 2005, se donnait 10 ans pour rendre notre pays Accessible à tous. En 2015, nous ne pouvons que constater l'échec de leur mise en œuvre. Si quelques progrès ont été faits, comment passer sous silence le fait que nous ne puissions toujours pas prendre le train ou l'autocar ? Comment accepter que dans nombreuses villes ou villages, des enfants en situation de handicap ne puissent être scolarisés faute de bâtiments accessibles ?

Si nous en sommes là, c'est par **absence de volonté politique de nos gouvernants !** « *Oui mais cela coûte cher* » nous répond-on souvent, au lieu de se demander combien coûte l'inaccessibilité à notre société ! Rendre un bâtiment accessible dans le cadre d'une construction neuve n'engendre pourtant qu'un surcoût de 1 % selon la Banque Mondiale. En Espagne, pays voisin du nôtre, le retard constaté au début des années 1990 est rattrapé depuis longtemps.

**Aujourd'hui nous disons donc STOP ! Nous ne sommes pas des sous-êtres humains. Nous n'attendrons pas plus longtemps.**

**Que voulons-nous ?**

Devant l'échec de la mise en œuvre de la loi de 2005, notre gouvernement remet en cause l'objectif d'une France accessible par voie d'Ordonnance, donc sans débat parlementaire, en accordant de nouveaux délais à tous ceux qui n'ont rien fait depuis 2005. Et quels délais ! Plus d'une décennie leur est accordé et encore ne sont-ils pas soumis aux mêmes exigences, aux mêmes normes que celles que prévoyait la loi initiale. **Une honte ! Un mépris à l'égard de tous ceux et celles qui ont besoin aujourd'hui de ces aménagements pour simplement vivre ! Un bras d'honneur à tous ceux et celles qui arrivent à un âge où les déplacements se font plus difficiles alors que de toute part, on nous annonce un vieillissement de la population !**

**Aujourd'hui Le Collectif pour une France accessible demande donc aux Sénateurs de ne pas ratifier en l'état cette Ordonnance mais d'y intégrer des modifications fondamentales qui permettront la mise en accessibilité de la France. Le collectif demande également au Gouvernement de suspendre la mise en œuvre de cette Ordonnance et de ses textes d'application, tant que le Parlement ne l'aura pas amendée en profondeur.**

**Nous demandons que l'esprit de la loi de 2005 soit respecté, que les délais accordés soient ramenés au maximum à trois ans, que les normes minimales de 2005 soient maintenues et que des sanctions fortes soient prévues à l'encontre de ceux qui ne veulent rien faire.**

**ENSEMBLE, réveillons notre Président et son gouvernement  
pour qu'ils se préoccupent enfin de nos vies !**